



DÉCLARATION COMMUNE

Les systèmes alimentaires territoriaux (SAT) sont aujourd’hui des acteurs collectifs incontournables pour assurer la santé et la transition socio-écologique des communautés.

Nous, participant-e-s réuni-e-s au Forum des systèmes alimentaires territoriaux à Victoriaville et en mode virtuel partout au Québec, sommes convaincu-e-s de l’importance de transformer notre relation à l’alimentation vers une seule santé, celle des populations et des écosystèmes dans lesquels elles habitent.

Nous avons une compréhension commune des enjeux interreliés touchant les systèmes alimentaires : insécurité alimentaire, inégalité d’accès à des aliments nutritifs, traditionnels et culturellement appropriés, maladies chroniques liées aux habitudes de vie, hausse marquée du prix des aliments, dégradation des sols, difficulté d’accès aux terres agricoles, manque de relève et de main-d’œuvre, augmentation du coût des intrants, concurrence des produits importés, précarité des revenus des agriculteur-trice-s, effets des changements climatiques sur les activités de subsistance, l’agriculture, les pêches et la biodiversité, pour ne nommer que ceux-là.

Nous reconnaissons qu’il est essentiel de travailler en collaboration avec l’ensemble des partenaires qui tentent d’assurer l’autonomie, la sécurité alimentaire et le droit à l’alimentation de nos populations. Gouvernements, entreprises collectives et privées, institutions d’enseignements et de recherche, organismes, producteur-trice-s (c.-à-d. agriculteur-trice-s, pêcheur-se-s, cueilleur-se-s et chasseur-se-s, etc.) et citoyen-ne-s : nous avons tous et toutes un rôle à jouer dans la mise en place de systèmes alimentaires territoriaux au Québec.

Les SAT s’appuient et se distinguent par :

- un accès à une saine alimentation pour tous et toutes;
- un ancrage dans les réalités des territoires et des populations;
- des échanges économiques équitables et transparents;
- des pratiques agricoles, forestières et halieutiques régénératives des écosystèmes;
- une gouvernance intersectorielle et inclusive;
- une participation active des communautés.

Nous demandons que des leviers financiers, politiques et juridiques soient déployés pour soutenir et pérenniser les SAT partout au Québec, en cohérence et en complémentarité avec les mesures existantes. Nous proposons de :

- Développer un cadre légal sur les SAT et reconnaître le droit à l'alimentation;
- Mettre en place des programmes qui garantissent l'accès à des aliments frais, sains et locaux dans toutes les communautés, en particulier dans les déserts alimentaires et les régions éloignées (exemples : coupons nourriciers, programme universel d'alimentation scolaire, marchés mobiles, etc.);
- Mutualiser les espaces de transformation, d'entreposage et le transport alimentaire, notamment par la création de pôles logistiques en économie sociale;
- Soutenir la souveraineté alimentaire et combattre l'insécurité alimentaire des Premières Nations et Inuit, lesquels sont confrontés à des réalités, des besoins et des systèmes alimentaires distincts;
- Soutenir les initiatives de souveraineté alimentaire des communautés racisées, notamment les communautés noires;
- Renforcer la protection des terres agricoles et la santé des sols, notamment par la création de fiducies d'utilité sociale en agriculture;
- Permettre l'accès à la terre aux forêts, aux rivières et à la mer pour l'établissement de la relève et la subsistance des communautés;
- Poursuivre la mise en place de communautés nourricières, notamment favorisant le développement d'une agriculture urbaine plurielle et multi fonctionnelle;
- Valoriser le métier d'agriculteur·trice·s afin qu'ils aient un niveau de vie décent;
- Réduire les pertes et gaspillages alimentaires dans toutes les composantes du SAT, notamment par l'économie circulaire;
- Réduire l'empreinte écologique des SAT et soutenir les entreprises dans l'adoption de pratiques durables et l'adaptation aux changements climatiques;
- Consolider ou développer des espaces de concertation inclusifs et intersectoriels afin d'assurer la coordination entre les acteurs, incluant les citoyen·ne·s;
- Assurer un financement stable et complémentaire à ceux existants et limiter la reddition de compte à l'essentiel;
- Développer des réseaux efficaces permettant d'échanger sur des pistes de solutions pour les régions qui font face à des enjeux similaires (exemple : communautés de pratique);
- Poursuivre la recherche sur les SAT afin de mieux comprendre les dynamiques en place et de documenter leurs retombées.

Nous offrons nos expertises, nos réseaux et notre détermination aux gouvernements locaux et nationaux pour faire des SAT de puissants vecteurs dans la transition socio-écologique des communautés.

Les participant·e·s du Forum SAT

